

JOP Paris 2024 : pour un héritage social positif

Paris, le 15 décembre 2023 – **Alors que le nombre de personnes en précarité, notamment de familles à la rue, augmente drastiquement, le collectif intensifie son interpellation des pouvoirs publics pour la mise en place d'un plan d'urgence à l'approche des Jeux. Les associations sont porteuses de solutions, mais déplorent l'absence de réelle concertation à ce jour.**

Aujourd'hui, comme chaque jour, des milliers de personnes passent la nuit dans la rue en Ile-de-France, des familles, des femmes enceintes, près de 700 enfants à Paris et 200 en Seine-Saint-Denis, dont la moitié a moins de 3 ans, selon les associations de solidarité, dont la Fondation de l'Armée du Salut, la Fédération des acteurs de la solidarité, le Centre d'Action Sociale Protestant et Emmaüs Solidarité.

Alors que moins de 30% des appels trouvent réponse au 115 et plus des 2/3 des personnes sans-abri n'appellent pas ou plus à force d'essayer des refus, la situation de l'hébergement se dégrade de jour en jour avec des critères de tri imposés par les préfetures de plus en plus restrictifs, conduisant à des remises à la rue, y compris de familles avec des bébés.

Pourtant, à Paris près d'un logement sur cinq est inoccupé, et quelque 25 000 meublés touristiques sont loués illégalement via Airbnb, les locations toute l'année étant interdites.

A l'approche des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024, l'exclusion augmente, en particulier en raison de la pression sur l'hébergement, tandis que les pouvoirs publics déploient d'importants moyens pour rendre invisibles les personnes plus précaires. En témoigne la hausse observée des expulsions de lieux de vie informels (squats, bidonvilles et campements) en 2023¹.

Nous saluons le soutien de nombreux·ses élu·es à notre interpellation du 30 octobre 2023, et les premiers échanges que nous avons eus avec le COJO et la Préfecture d'Ile-de-France depuis. Nous regrettons néanmoins que ce sujet ne fasse pas, jusqu'à présent, l'objet d'une prise en charge coordonnée par les pouvoirs publics.

"A ce jour, les immenses moyens déployés pour les Jeux servent à rendre invisible la pauvreté", observe Paul Alauzy, coordinateur veille sanitaire à Médecins du Monde et porte-parole du collectif, "mais cacher la pauvreté ne la fait pas disparaître ! Nous renouvelons notre exigence de concertation pour déployer un véritable plan d'urgence, à la fois pour la continuité de la prise en charge des personnes dans les différents dispositifs existants, ainsi que pour la mise en place de solutions pérennes."

Les associations ont élaboré collectivement un ensemble de propositions visant à laisser un héritage positif, parmi lesquelles : un site de premier accueil humanitaire pour les personnes exilées, des salles dédiées aux utilisateur·rice·s de drogues, des transferts monétaires pour l'aide alimentaire, un moratoire sur les contrôle administratifs, l'ouverture en urgence de 10 000 places d'hébergement supplémentaires. A 6 mois des Jeux, pour ne pas laisser l'exclusion en héritage, c'est maintenant qu'il faut agir !

¹Hausse observée par rapport à 2022, hors Calais et Grande-Synthe. Données de l'Observatoire des expulsions de lieux de vie informels.

* * *

Collectif le revers de la médaille

JOP Paris 2024 : ne laissons pas l'exclusion en héritage

<https://lereversdelamedaille.fr/>

Contacts presse

Paul Alauzy - paul.alauzy@medecinsdumonde.net – 06 25 64 63 14

Antoine de Clerck - contact@lereversdelamedaille.fr - 06 81 92 07 76